



**19 novembre : Journée mondiale des toilettes**  
**L'assainissement :**  
**une question d'urgence quand 2,6 milliards de**  
**personnes vivent sans toilettes**



novembre 2008

**Contact presse :**

Sylvain Trottier : 01 43 35 82 24 / [strottier@actioncontrelafaim.org](mailto:strottier@actioncontrelafaim.org)  
Lucile Grosjean : 01 43 35 82 22 / [lgrosjean@actioncontrelafaim.org](mailto:lgrosjean@actioncontrelafaim.org)  
Urgence week end et jours fériés : 06 70 01 58 43 / 06 70 01 58 34

## 2,6 milliards d'êtres humains vivent sans toilettes !

Alors que la problématique de l'accès à l'eau potable est largement intégrée dans les stratégies de développement et acceptée comme un élément capital de progrès social et économique, l'assainissement apparaît comme oublié des grands enjeux de la lutte contre la pauvreté.

En déclarant 2008 « l'année internationale de l'assainissement », les Nations-Unies ont voulu alerter l'opinion et les décideurs sur l'ampleur du péril humanitaire dû à l'absence d'assainissement, notamment de toilettes, pour une part trop grande de la population mondiale. Il y a urgence à agir lorsqu'on sait que l'Objectif du Millénaire de réduire de deux tiers la mortalité infantile (enfants de moins de 5 ans) d'ici à 2015<sup>1</sup> ne pourra être atteint sans résoudre la crise de l'assainissement.

Le 19 novembre prochain sera célébrée la « Journée mondiale des toilettes ». A cette occasion, Action contre la Faim souhaite rappeler combien cette cause est fondamentale dans son combat contre la malnutrition. Les maladies liées à l'absence d'assainissement et d'hygiène - en premier lieu les maladies diarrhéiques dont sont victimes 5000 enfants par jour- font partie des causes indirectes de la malnutrition. Largement sous estimé, du fait d'une méconnaissance des enjeux en termes humains et économiques, l'assainissement devrait figurer au rang des priorités des stratégies de développement et d'urgence, nationales et internationales.

### **L'assainissement : une problématique méconnue et peu mobilisatrice**

Pour reprendre la définition donnée par la Coalition Eau<sup>2</sup>, on entend par assainissement la possibilité pour les populations d'avoir accès à des dispositifs de base (toilettes, fosse/système d'égout) permettant la gestion des rejets domestiques que sont les excréments et les eaux usées des ménages (eaux de cuisine, de lavage et d'hygiène corporelle). De plus, ACF considère que la problématique « assainissement » doit englober également l'évacuation, voire le traitement ultérieur de ces rejets.

Actuellement, selon Cecilia Martinsen<sup>3</sup>, spécialiste des questions d'assainissement, « *la crise de l'assainissement est toujours mise de côté lorsqu'on évoque les questions de l'eau ou du développement. Qui veut entendre parler d'urine et d'excréments ?* ». En effet, cela reste un sujet tabou que l'on n'évoque pas facilement en public dans toutes les sociétés. Comme le souligne la Coalition Eau « *l'assainissement fait partie de la sphère intime, l'individu devant seul prendre en charge ses rejets, retardant une réflexion de fond sur la nécessité d'une gestion collective du secteur de l'assainissement* ».

Par ailleurs, d'autres facteurs expliquent le peu d'attention portée sur la lutte pour l'assainissement. Il y a avant tout un problème de financement dans un domaine jugé comme non rentable et où la demande de la part des ménages est insuffisante (besoin

---

<sup>1</sup> Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) : [www.un.org](http://www.un.org)

<sup>2</sup> La Coalition Eau est un regroupement d'ONG (dont ACF fait partie) qui œuvre à promouvoir un accès à l'eau et à l'assainissement pérenne pour tous.

<sup>3</sup> Cecilia Martinsen, directrice de projet à l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI), dans une interview accordée à Anne-Françoise Hivert dans Libération (17-08-08).

non ressenti, priorisation des besoins vitaux, insolvabilité des ménages). La construction de latrines coûte cher et les résultats sont moins visibles ou en tout cas moins rapides qu'avec la mise en place d'un point d'eau par exemple. Comme l'explique Ludovic Arnout, référent « Eau, Assainissement et Hygiène » au siège parisien d'Action contre la Faim, « *les résultats positifs en terme de santé publique d'un programme d'installation de latrines ne s'obtiennent pas rapidement et de manière spectaculaire. Il faut que les pratiques d'hygiène s'améliorent globalement, que les latrines équipent suffisamment de ménages pour que l'impact soit visible rapidement.* » De ce fait, les bailleurs sont frileux et restent insuffisants dans ce domaine.

## Les chiffres clés<sup>4</sup>

→ En 2008, plus de **2,6 milliards d'êtres humains** – soit **40% de la population mondiale** – sont toujours privés des installations d'assainissement les plus élémentaires

→ **10% des maladies dans le monde** sont imputables à l'eau insalubre et au manque de sanitaires et d'hygiène (des maladies diarrhéiques comme le choléra, la salmonellose ; les fièvres typhoïdes, etc.).

→ Environ **1,4 millions d'enfants** meurent chaque année de diarrhées infectieuses et autres maladies liées à l'absence d'assainissement (près de **5000 par jour**) dont **90% d'enfants de moins de cinq ans**.

→ L'amélioration des services d'hygiène et d'assainissement pourrait faire reculer les cas de maladies diarrhéiques **d'environ 20% et réduire de plus de 50%** les décès par suite de ces maladies.

→ Pour que cet objectif soit atteint, il faudrait que **140 millions de personnes supplémentaires** accèdent chaque année, d'ici 2015, à des installations sanitaires de base.

→ L'absence d'assainissement concerne avant tout l'Asie du Sud et de l'Est et l'Afrique sub-saharienne, les pays ayant les moins bons taux de sanitaires étant l'Erythrée, le Niger, le Tchad et le Ghana<sup>5</sup>. L'Europe n'est pas non plus épargnée par le problème. Ainsi selon le SIWI<sup>6</sup>, **20 millions d'Européens** n'ont pas accès à des installations sanitaires décentes.

→ Si les zones rurales enregistrent de plus forts taux de personnes pratiquant la défécation à l'air libre (« open defecation ») – plus **d'un milliard de personnes contre 780 millions en ville** – cette pratique est nettement plus dangereuse en zone urbaine, au vue de l'importante densité de la population.

<sup>4</sup> Informations recueillies dans le 1<sup>er</sup> Rapport mondial sur la mise en valeur de ressources en eau « L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie », page Statistiques de l'assainissement du site de l'UNICEF.

<sup>5</sup> Chiffres de l'OMS et de l'UNICEF dans leur rapport du 17/07/08 'Progress on Drinking Water and Sanitation Report).

<sup>6</sup> Institut international de l'eau de Stockholm.

## **L'assainissement : un enjeu de santé publique mais aussi un défi économique et social**

Souvent ignorés, les enjeux de l'assainissement dans les domaines de la santé, du social, de l'économique et de l'environnement, sont considérables.

Tout d'abord, l'assainissement est un enjeu de santé publique qui permettrait de faire reculer drastiquement la mortalité infantile s'il était mieux pris en compte.

Dans le domaine social, le manque d'infrastructures d'assainissement entraîne une grande misère sociale, particulièrement éprouvée par les groupes de populations les plus vulnérables (notamment les femmes, les enfants en bas âge, les personnes âgées et celles à mobilité réduite). Cette absence de sanitaires a des conséquences sur l'éducation des filles, comme le rappelle Cecilia Martinsen : « *Dans les écoles sans toilettes, les jeunes filles ne viennent plus en cours durant leurs règles, et arrêtent parfois l'école au moment de la puberté* ». Cette impossibilité de poursuivre une scolarité normale freine donc les efforts d'alphabétisation des femmes dans de nombreux pays.

Selon Ludovic Arnout, expert en Eau, Assainissement et Hygiène pour Action contre la Faim, la problématique de l'assainissement doit également être corrélée à des enjeux alimentaires et agricoles. Par exemple, le compost créé naturellement à partir des déjections, pourrait servir à revaloriser des sols pauvres. On entrerait alors dans un cycle vertueux, favorable à l'agriculture.



Absence de latrines, canaux de drainages absents ou obstrués, la situation de l'assainissement en Haïti est souvent catastrophique et a des conséquences désastreuses sur la santé publique. Ici dans la ville des Gonaïves. Copyright : Jane Evelyn Attwood

Dans le domaine économique, le manque de sanitaires entraîne d'importantes pertes en termes de développement. L'OMS estime qu'atteindre l'objectif Assainissement des OMD permettrait d'économiser 66 milliards de dollars en temps, en productivité, en maladies évitées et en dépenses médicales<sup>7</sup>. Les bailleurs devraient être davantage sensibles à ce problème et reconsidérer les enjeux. Des études montrent qu'un dollar dépensé dans ce domaine rapporte entre 7 et 9 dollars en retour sur investissement<sup>8</sup>.

Les dommages à l'environnement sont également à prendre en compte car le manque d'infrastructures d'assainissement est directement responsable de certaines pollutions des milieux naturels et notamment des eaux de surface. Avec 90% des eaux usées qui sont évacuées vers les eaux de surface sans être traitées, les conséquences sont désastreuses pour les milieux aquatiques et pour la qualité de l'eau destinée aux usages domestiques. Et ce manque d'investissement dans des infrastructures entraîne également un coût supplémentaire pour traiter cette eau « souillée » que l'on voudrait utiliser à des fins domestiques.

<sup>7</sup> Document synthèse de la Coalition Eau sur le thème de l'accès à l'assainissement.

<sup>8</sup> "Sanitation is an investment with high economic returns" UN water.2008.

International year of sanitation : <http://esa.un.org/iys/economic.shtml>

Enfin, lorsqu'on parle d'assainissement on parle également de dignité humaine. 2,6 millions de personnes sont contraintes de déféquer en brousse ou dans des sacs plastiques, le long des routes ou des chemins de fer. Avoir la possibilité d'évoluer dans un environnement sain doit être porté comme un droit fondamental pour l'être humain.

## **Des situations d'urgence aux contextes de post crise : Action contre la faim se mobilise sur le terrain**

Action contre la Faim intervient dans une quarantaine de pays à travers le monde, dans des contextes de conflits ouverts, de catastrophes naturelles, lors de phases de reconstruction ou de sortie de crise et aussi dans des pays déstructurés où l'absence de politique nationale compromet le développement voire la survie d'une partie de la population.

Dans un contexte de crise, la problématique de l'assainissement et de l'hygiène est primordiale. Dans les camps de réfugiés ou de déplacés, lorsque les concentrations humaines atteignent des taux très élevés, le risque de propagation des épidémies est à son maximum. Les acteurs humanitaires présents sur place - dont Action contre la faim - ont pour habitude de mettre en place des programmes de construction de latrines afin d'éviter le développement des maladies diarrhéiques. C'est cela qui permettra de sauver de nombreuses vies (lire encadré sur la Bolivie).

Les zones urbaines ou périurbaines, où la population est particulièrement dense, font également face à ce problème. Là encore, il faut redoubler de vigilance car la promiscuité couplée au manque d'hygiène, d'accès aux latrines et à l'eau peuvent s'avérer dramatique (lire encadré sur Bentiu au Soudan).

Dans tous les cas, l'essentiel est de s'adapter au contexte d'intervention. Comme le rappelle Ludovic Arnout, « *il n'y a pas de réponse type au problème de l'assainissement* ». Pour qu'un projet réussisse, il est nécessaire d'impliquer au maximum les communautés en les faisant participer au projet en question.



« L'implication de la communautaire est indispensable à la réussite et la pérennité des projets d'assainissement ». Ici au Zimbabwe.

Il s'agit de prendre en considération d'une manière positive leurs croyances, leurs connaissances et leur gestion de l'environnement en recherchant des solutions de façon concertée. Autrement dit, il faut adapter le message en fonction des valeurs accordées par la population locale aux sanitaires. Souvent, l'enjeu de santé n'est pas l'argument le plus efficace. A cette approche classique, on préfère aujourd'hui une approche plus originale où l'on insiste sur la question de dignité, de sécurité ou de prestige qui est plus efficace, comme en témoigne les résultats obtenus par la mission d'Action contre la Faim au Sud Soudan.

## Sud Soudan : intervention en zone urbaine et périurbaine

A Bentiu, Action Contre la faim a mis en place un programme « Water Sanitation and hygiene » (Wash), depuis 2005 - date des accords de paix entre les régions Nord et Sud. Après la guerre, les habitants qui étaient partis se réfugier dans les villages de brousses reviennent massivement à Bentiu, la capitale régionale enclavée, située au Sud Soudan. Aujourd'hui la densité de population est importante et la situation sanitaire est très critique durant la saison des pluies, avec des risques élevés de choléra. C'est pourquoi ACF France a intégré la construction de latrines dès son action d'urgence en 2005. Forte de son expérience et de sa collaboration avec les communautés, l'équipe de promoteurs de l'hygiène a eu l'idée d'encourager la participation communautaire afin que les habitants se mobilisent largement pour la construction de latrines. Il s'agissait de transformer la perception généralement négative des latrines en insistant sur leur image sociale auprès de la famille ou des amis. C'est finalement l'organisation du concours de la plus belle latrine qui a recueilli le plus d'enthousiasme. D'après Vincent Taillandier, référent « eau, assainissement et hygiène », en charge notamment de la mission Soudan, cette opération a été une belle réussite avec plus de 350 latrines construites alors que seulement 100 étaient prévues cette année. Mais c'est surtout la pérennité de l'action qui est intéressante avec à terme un bénéfice réel en termes de santé publique pour les 3000 bénéficiaires concernés par ce projet.



Chaque famille de bénéficiaires a pu construire sa latrine, avec du matériel fourni en partie par ACF, selon ses coûts et besoins



La mobilisation communautaire a été très forte, les latrines sont parfois de véritables cases à part entière qui sont un objet de fierté, ce qui garanti un bon usage et la pérennité de l'ouvrage



C'est l'idée originale d'organiser un « concours » de la plus belle latrine qui a véritablement stimulé l'enthousiasme de toute la communauté. Ici, la remise d'un prix symbolique à une mère de famille

## Inondations en Bolivie : une question d'urgence

L'année dernière, la Bolivie a connu une période critique en octobre-novembre 2007 due à de très fortes pluies occasionnant inondations, glissements de terrains et coulées de boue. Le Rio Grande est sorti de son lit affectant près de 100 000 personnes dans les provinces Nord, Est et Ouest du pays. Le 21 novembre un décret national déclarait l'Etat d'urgence et l'Action contre la faim mettait en place un programme d'assainissement d'urgence qui incluait la réhabilitation des latrines, la construction d'infrastructures sanitaires et le drainage des eaux. Ce programme a permis à plus de 2000 familles d'avoir accès à des équipements sanitaires de base. Il a empêché que les personnes déjà en situation de vulnérabilité ne doivent faire face au développement d'épidémies.

## **L'assainissement : une priorité pour les années à venir !**

Alors qu'un Fonds mondial pour l'assainissement vient d'être créé sous l'égide de l'ONU (14 mars 2008), l'objectif aujourd'hui est que l'assainissement devienne une priorité dans les stratégies de développement et d'intervention d'urgence. La problématique des latrines doit être intégrée de façon systématique à la problématique de l'eau. La prise de conscience des enjeux de l'assainissement commence doucement à émerger. Il faut qu'à l'avenir les efforts aillent dans ce sens et s'intensifient- c'est une question de survie pour des milliers d'êtres humains.